

Conseil national : compromis boiteux

Autor(en): **Linder, Wolf**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1985)**

Heft 792

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1017855>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Compromis boiteux

«Dure, très dure» la dernière semaine de la session d'automne des Chambres fédérales. Tels étaient les mots d'une parlementaire peu suspecte de découragement facile (DP 791, «Réformes croupiques», Y. J.). De son côté, le journaliste Roger Blum a dressé un bilan intermédiaire — à sa mi-temps — de la législature 1983-87 (*Tagesanzeiger*,

par le maintien de structures passées, il serait temps que le parti socialiste se tourne vers la création de formules futures et propose quelque chose de réellement nouveau. Or, la campagne électorale précédant ces élections était navrante de pauvreté imaginative, autant chez les partis traditionnels de droite que de gauche. Les résultats inquiétants de ces élections auront-ils au moins le mérite de faire comprendre aux socialistes qu'un dépoussiérage s'impose? Ou laisseront-ils aux Verts et aux Vigilants la tâche facile de poser les questions sans pour autant trouver les réponses? Ce qui est sûr, c'est qu'un débat de fond doit naître au sein du Parti socialiste genevois... et vite.

Y. M.

COURAGEUX...

La section de Lancy du Parti du travail distribuait, ces dernières semaines, un tract entièrement consacré aux réfugiés et s'intitulant: «Politique d'asile — La honte». Prise de position claire et courageuse, en période d'élections, alors que le Parti du travail n'ignore pas la mobilité de son électorat en faveur de Vigilance.

9.10.1985), sous la forme d'une analyse des 26 votations à l'appel nominal. La liste des alliances qui se sont formées confirme l'image présentée par la députée vaudoise:

Alliances parlementaires 1983-85 au Conseil national lors des 26 votations à l'appel nominal

	Succès	Echecs	Total
Alliances bourgeoises			
PRD/PDC/UDC/AdI	2	—	2
PRD/PDC/UDC	16	1	17
PRD/UDC	—	4	4
PDC/UDC/AdI	—	1	1
UDC	—	1	1
Total	18	7	25
Alliances de gauche			
PS/PDC/AdI	4	—	4
PS/AdI	1	16	17
PS	—	2	2
Total	5	18	23
Grandes alliances			
PRD/PS/PDC/UDC/AdI	2	—	2
PRD/PS	1	—	1
Total	3	—	3

Il est intéressant de constater que les grandes alliances inhérentes au «système de concordance» sont rares. Elles se produisent sur des sujets permettant d'intégrer non seulement les quatre grands partis gouvernementaux, mais également le groupe le plus important de l'«opposition», l'Alliance des Indépendants. En revanche, la plupart des votations à l'appel nominal sont caractérisées par un clivage dur et net: l'alliance bourgeoise l'emporte 18 fois sur 25, alors que 23 alliances de gauche subissent 18 échecs.

Certes, il faut relativiser ces chiffres. Il s'agit

d'abord de votations à l'appel nominal, instrument parlementaire peu utilisé avant que le groupe socialiste y ait recours pour faire apparaître les positions respectives. En outre, le Parti socialiste et l'Alliance des Indépendants soutiennent régulièrement des initiatives populaires que les groupes bourgeois refusent, car elles ne correspondent pas aux intérêts de leurs clientèles. Enfin, le «consensus helvétique» n'a jamais signifié unanimité constante des partis gouvernementaux: les décisions se prennent souvent par une coalition majoritaire, chaque partenaire pouvant s'opposer dans un cas particulier.

Cependant ces chiffres confirment une évolution inquiétante constatée par plusieurs observateurs: depuis le tournant de la conjoncture économique de 1975 — et plus particulièrement depuis les élections fédérales de 1983 — les changements de coalition sont rares, et plus encore l'alternance de combinaisons majoritaires. Radicaux et démocrates-chrétiens font continuellement une majorité décisive, alors que les socialistes, toujours représentés au Conseil fédéral, ne parviennent plus à réaliser une coalition gagnante avec l'un de leurs partenaires gouvernementaux — même lorsqu'ils défendent un projet du Conseil fédéral.

Cette évolution est inquiétante pour deux raisons: pour une gauche condamnée à enregistrer des échecs continuels au Parlement, l'intégration historique au niveau gouvernemental se dégrade jusqu'à se réduire à une cooptation formelle. Quant aux grands partis bourgeois, rarement unanimes pour les 26 votations analysées par Blum (trois fois seulement pour le PDC et huit fois pour les radicaux, contre douze fois pour les socialistes), ils tendent à limiter leur entente au rejet des idées de la gauche.

De son côté, la gauche parlementaire doit poursuivre ses efforts en vue de renouer avec le succès. Au reste, pour tout le monde, les élections de 1987 seront décisives.

W. L.